



CUFR DE MAYOTTE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE

8, rue de l'Université - Iloni - BP 53, 97660 DEMBENI
Tél : 02 69 61 07 62 - courriel: secretariat@univ-mayotte.fr

PLAN DE RELANCE
-
TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU CUFR
DE MAYOTTE

MARCHE PUBLIC DE MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

NUMERO DU MARCHE

				C	U	F	R	-	2	0	2	1	-	0	1		
--	--	--	--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)

Objet du marché : **Mission de contrôle technique pour la rénovation énergétique du CUFR de Mayotte**

Situé à : **8, rue de l'Université - Iloni - BP 53, 97660 DEMBENI**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 TITULAIRE DU MARCHÉ	4
1.3 SOUS-TRAITANCE	4
1.4 TYPE DE LA MISSION	4
1.5 DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
1.6 DURÉE DU MARCHÉ	5
1.7 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
1.8 REPRÉSENTATION DES PARTIES	5
1.9 CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRÔLE	6
1.10 INFORMATIONS DES ENTREPRENEURS	6
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 – FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	7
ARTICLE 4 – PRIX ET VARIATION DU PRIX	7
4.1 FORME DU PRIX	7
4.2 VARIATION DU PRIX : RÉVISION - ACTUALISATION	7
4.3 CONTENU DES PRIX	8
4.3.1 Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance	8
4.3.2 Rémunération des droits de propriété intellectuelle	8
4.4 TRANCHES OPTIONNELLES	8
4.4.1 Indemnités d'attente	8
ARTICLE 5 - AVANCE	8
5.1 AVANCE FORFAITAIRE	8
5.1.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance	8
5.1.2 Bénéficiaires de l'avance	9
5.1.3 Modalités de règlement de l'avance	9
5.1.4 Modalités de résorption de l'avance	9
5.2 AVANCE FACULTATIVE	10
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE RÉGLEMENTS	10
6.1 ACOMPTES	10
6.1.1 Échéancier de paiement des acomptes	10
6.1.2 Acomptes	11
6.1.3 Le décompte périodique	11
6.1.4 L'acompte périodique du mois "m"	12
6.1.5 Décompte général, paiement pour solde, paiement partiel définitif	12
6.2 RÉGLEMENTS EN CAS DE COTRAITANTS ET DE SOUS-TRAITANTS PAYÉS DIRECTEMENT	12
6.3 INTERETS MORATOIRES	12
6.4 PRÉSENTATION DES FACTURES AU FORMAT DÉMATÉRIALISÉ	13

ARTICLE 7 – FORME DU PRIX	14
7.1 PRESENTATION DES FACTURES AU FORMAT DEMATERIALISE	14
7.2 NON REALISATION DES CONSTATATIONS CONTRADICTOIRES	14
ARTICLE 8 – PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	14
8.1 PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	14
8.2 MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE SECURITE SUR LES CHANTIERS	14
ARTICLE 9 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX ET DE LEUR RECEPTION	15
9.1 ROLE DU CONTROLEUR TECHNIQUE	15
9.2 REGIME DES ORDRES DE SERVICES AUX TITULAIRES DES MARCHES DE TRAVAUX	15
9.3 AVIS DU CT SUR L'ETAT DES OBSERVATIONS AVANT RECEPTION	15
ARTICLE 10 – UTILISATIONS DES RESULTATS	15
10.1 DISPOSITIONS GENERALES	15
10.2 REGIME DES DROITS	15
10.3 CESSION DU DROIT DE REPRODUCTION DE L'IMAGE DU OU DES BATIMENTS CONSTRUITS	16
10.4 CESSION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS LE CAS D'UNE SOUS-TRAITANCE	17
10.5 ASSISTANCE DUE PAR LE TITULAIRE DU MARCHE	17
ARTICLE 11 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	18
ARTICLE 12 –RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION	18
12.1 RECEPTION DES DOCUMENTS	18
12.2 ACHEVEMENT DE LA MISSION	18
ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHE	18
13.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	18
13.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU CONTROLEUR TECHNIQUE	18
13.3 MODALITES DE RESILIATION DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT	19
ARTICLE 14 – ASSURANCES	19
14.1 ASSURANCES DE RESPONSABILITE	19
14.1.1 Assurance de Responsabilité civile professionnelle	19
14.1.2 Assurance de Responsabilité civile décennale	19
14.2 ASSURANCES DES TRAVAUX	20
14.2.1 Assurance Tous Risques Chantier	20
14.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage	20
14.3 DISPOSITIONS DIVERSES	20
14.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire	20
14.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage	20
14.4 RESPONSABILITE	20
14.5 RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE	20
ARTICLE 15 – CLAUSES DE REEXAMEN	20
15.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION	21
15.2 REMPLACEMENT DU MANDATAIRE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION	21
ARTICLE 16 – DEROGATIONS AUX CCAG PI ET TRAVAUX	22
ARTICLE 17 – ETAT D'URGENCE SANITAIRE	23

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent CCAP est un marché de contrôle technique soumis aux dispositions **du code de la commande publique (CCP)**, de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction ; à celles du **décret n° 99-443 du 28 mai 1999** relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux organismes de prévention et de contrôle technique (COPREC) et aux marchés publics de contrôle technique ; aux dispositions de la **norme NF P03-100 de Septembre 1995** définissant les critères généraux relatifs à la contribution du Contrôleur Technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Le présent marché est un marché de contrôle technique dont l'objet est défini dans l'acte d'engagement portant sur l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de **l'article L. 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation** et portant sur les natures et domaines définis à **l'article 3 de l'acte d'engagement pour la conception et l'exécution des travaux de rénovation énergétique du CUFR de Mayotte dans le cadre du plan de relance**.

1.2 TITULAIRE DU MARCHÉ

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "le contrôleur technique", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1.3 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance DC4, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 6.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI. Notamment, le maître d'ouvrage qui doit notifier, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au maître de l'ouvrage sont définies à l'article 10.4 *"La cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance"*, ci-après.

1.4 TYPE DE LA MISSION

Le présent marché a pour objet de confier au contrôleur technique tout ou partie des éléments de mission suivants ou définis dans l'acte d'engagement :

- **Missions de base : L + S**

- L : mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
- S : mission relative aux conditions de sécurité des personnes dans les constructions

- **Missions complémentaires : LP + LE + PS + Sei + F + PV + ELE + PHa + TH +HYSa**

- LP : mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables et dissociables
- LE : mission relative à la solidité des existants
- PS : mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Sei: mission relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH
- F : mission relative au fonctionnement des installations
- PV : mission relative à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques par les entreprises
- ELE : mission relative à la conformité des installations électriques
- PHa : mission relative à la vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autre qu'habitation
- TH : Isolation thermique et économies d'énergie
- HYSa : mission relative à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments autre qu'habitation (aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...)

Le contenu de ces éléments de mission est défini dans la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, à celles de la norme NF P03-100 de Septembre 1995 définissant les critères généraux relatifs à la contribution du Contrôleur Technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

En particulier, l'assistance au maître d'œuvre par le contrôleur technique pendant la phase d'études d'avant-projet comprenant l'établissement des dossiers nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives.

Toutes les fois que celle-ci s'impose, la mission de coordination en matière de Système Sécurité Incendie (SSI), telle que définie par les textes réglementaires et normes en vigueur, notamment les normes 61-931 à 61-939 et leurs normes associées, ainsi que leur guide d'utilisation référencé NF S 61-949, est intégrée dans la mission du contrôleur technique.

En outre le maître d'ouvrage pourra confier au contrôleur technique des éléments de missions complémentaires décrites à l'article 3 de l'acte d'engagement.

1.5 DECOMPOSITION EN TRANCHES

Sans objet.

1.6 DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est définie à l'article 2.4 de l'acte d'engagement.

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG).

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution du marché court à compter de la date fixée par l'OS de démarrage.

1.7 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application des **articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du décret du 3 décembre 2018 et du décret no 99-443 du 28 mai 1999** relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, des marchés de contrôle technique ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.8 REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG PI, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

1.9 CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTROLE

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et approuvé par le **décret n° 99-443 du 28 mai 1999** et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

1.10 INFORMATIONS DES ENTREPRENEURS

Mention sera faite dans les documents de consultation des entrepreneurs de la mise en place sur le chantier d'une mission de contrôle technique et du contenu de cette mission.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- 1 - l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- 2 – le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes ;
- 3 – Le programme ;
- 4 – le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (publié au JO du 16 octobre) ;
- 5 – les normes, DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres ;
- 6 – les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- 7 – Les pièces écrites du dossier présenté par le contrôleur technique à l'appui de son offre ainsi que celles qui seraient rendues contractuelles lors de la mise au point du marché ;
- 8 – les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché.

Il est précisé que le (ou les) marché (s) de travaux seront soumis aux dispositions du CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009. Le contrôleur technique reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

Autres pièces générales applicables au présent marché:

- l'arrêté du 31 janvier 2002 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité sociale ;
- le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés du contrôle technique approuvé par le **décret n° 99-443 du 28 mai 1999**.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles approuvé par le **décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 modifié**.

ARTICLE 3 – FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- **Lettre recommandée avec accusé de réception postal,**
- **Courrier électronique (Email) avec accusé de réception.**

Les notifications sont faites à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

ARTICLE 4 – PRIX ET VARIATION DU PRIX

4.1 FORME DU PRIX

La forme du prix est définie à l'article 5 de l'acte d'engagement.

4.2 VARIATION DU PRIX : REVISION - ACTUALISATION

Le présent marché est passé à prix révisable à l'exception de ceux visant les études remises le cas échéant dans le cadre de la consultation ayant fait l'objet d'une indemnisation.

Son montant sera révisé selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{Im}{Io}$$

Io est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture publié ou à publier correspondant au mois Mo. Le mois Mo est la date d'établissement du prix initial. Le mois Mo est défini à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Im est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture publié ou à publier correspondant au mois d'exécution des prestations.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée de d'exécution de l'élément de mission est supérieure à un mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Base de référence des prix :

Index à utiliser pour l'application des formules d'engagement définies dans le présent article :

Ingénierie : I

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de Mars 2021 (mois Mo).

4.3 CONTENU DES PRIX

4.3.1 Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

4.3.2 Rémunération des droits de propriété intellectuelle

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché hors taxe.

4.4 TRANCHES OPTIONNELLES

4.4.1 Indemnités d'attente

Sans objet.

ARTICLE 5 - AVANCE

5.1 AVANCE FORFAITAIRE

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions fixées aux **articles R2191-3 à R2191-14 du code de la commande publique**, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement pour les **marchés de plus de 50 000 € HT** et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieure à 2 mois.

En complément du présent CCAP, **l'article 7 de l'acte d'engagement** détermine le droit à l'avance, son montant, les conditions et modalités de versement et de résorption de l'avance.

5.1.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance

En application des articles **R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique**, une avance doit être accordée lorsque le **montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT** et lorsque le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois sauf indication contraire portée par le titulaire. Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est le suivant :

- ✓ 30 % pour les marchés dont le montant est compris entre 50.000 € HT et 99.999,99 € HT
- ✓ 20% pour les marchés dont le montant est compris entre 100.000 € HT et le seuil de passation des marchés de prestations intellectuelles à procédure formalisée définis à la réglementation sur la commande publique.
- ✓ 5% pour les marchés dont le montant est supérieur seuil des passations des marchés de prestations intellectuelles à procédure formalisée définis à la réglementation sur la commande publique.

5.1.2 Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, si les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte commun, les dispositions réglementaires sont applicables au seul mandataire, au nom et pour le compte du groupement, pour la part du marché non sous-traitée. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser au mandataire, ou aux sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants solidaires ou par chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, si les paiements des membres du groupement sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés par le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct de la même façon qu'un groupement conjoint.

Le sous-traitant est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée sur les sommes qui sont dues au titulaire, mandataire ou cotraitant sur le ou les acomptes présentés après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser le versement de l'avance au sous-traitant, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

5.1.3 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois, après production de la garantie si celle-ci est exigée.

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai maximum fixé à l'article **8.2 de l'acte d'engagement**.

Ce règlement de l'avance doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche, sauf accord préalable et express du maître d'ouvrage (**cf articles 7 et 8.2 de l'acte d'engagement**).

Dans l'hypothèse où une garantie est exigée (c'est à dire pour les marchés dont le montant est supérieur ou égal à 1 000 000 € HT), si la garantie n'est pas constituée dans les conditions ci-avant décrites et en conséquence le règlement n'intervient pas dans ce délai, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché ou de la tranche la possibilité d'obtenir cette avance.

Le versement interviendra de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer à l'exception de la production de la garantie si celle-ci est exigée.

5.1.4 Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant en prix de base des prestations de l'entreprise qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra ou dépassera 30 % du montant initial du marché et devra être pleinement résorbé quand le marché atteint 80% d'avancement.

Toutefois, le maître d'œuvre conserve la faculté de refuser l'avance forfaitaire.

5.2 AVANCE FACULTATIVE

Sans objet.

ARTICLE 6 – MODALITES DE REGLEMENTS

Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG PI sont complétés par les dispositions suivantes :

6.1 ACOMPTES

Les règlements des éléments de mission s'effectueront **sous forme d'acomptes mensuels** dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

La rémunération du mandataire pour ses missions exercées en cotraitances fixées à l'article 3.1 de l'acte d'engagement lui sera versée proportionnellement aux sommes réglées aux autres cotraitants conformément à la répartition définie à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

6.1.1 Echéancier de paiement des acomptes

• Contrôle des documents de conception (APD ou AVP)	80 %	à la remise du dossier rapport AVP
	20 %	Visas des demandes administratives
• Assistance à la passation des contrats (ACT) : RICT . Etablissement du DCE	50 %	A la remise du RICT en phase PRO/DCE
	50 %	après finalisation du DCE
• Avis sur EXE : mission PV	80%	A la remise du rapport d'observations
	20%	Après les réponses des entrepreneurs
• Attestation de solidité : missions L+LP+LE	80%	A la remise du rapport
	20%	Après la levée des observations
• Suivi des travaux avec réunions hebdomadaires et visites inopinées	80 %	proportionnellement à l'avancement des travaux
	20 %	à la remise des rapports de visites
• Attestation à la sécurité des personnes : missions S+Sei+PS	80%	A la remise du rapport d'observations
	20%	Après la levée des observations par les entrepreneurs
• Rapport de vérification électrique et au fonctionnement des installations : missions ELE+F	80%	A la remise du rapport d'observations
	20%	Après la levée des observations par les entrepreneurs

• Rapport d'avis sur les exigences acoustiques, thermiques, d'hygiène et de santé : missions Pha+TH+HYSa	80%	A la remise du rapport d'observations
	20%	Après la levée des observations par les entrepreneurs
• Assistance aux opérations de réception et pendant la période garantie de parfait achèvement (AOR) : Avis sur réception de travaux (mission PV) et Rapport final de Contrôle Technique (RVRAT)	25 %	à la remise du rapport de synthèse des avis
	50 %	à la remise du rapport final
Avis définitif sur les dernières réserves du RVRAT	25 %	A la réception de l'avis et au plus tard 3 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement quel que soit l'état de levée des réserves.

Les missions "suivi de chantier" et "documents d'exécution" seront réglées au fur et à mesure de l'avancement du chantier, la mission "vérifications finales" sera réglée à compter de la réception des travaux. Les honoraires correspondant à la phase de la garantie de parfait achèvement seront réglés après expiration du délai de garantie.

6.1.2 Acomptes

Le règlement des sommes dues au contrôleur technique fera l'objet **d'acomptes** calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique, dans les conditions ci-après définies.

Cette demande d'acompte est transmise d'abord pour approbation au maître d'œuvre qui devra se charger de la transmettre au maître d'ouvrage ou à son représentant, par tout moyen permettant de donner date certaine.

NOTA : Cette facture reprendra les mêmes libellés de prestations que le devis de manière à pouvoir effectuer le contrôle.

6.1.3 Le décompte périodique

Le décompte périodique valant demande de paiement d'acompte correspond au montant des sommes dues au contrôleur technique depuis le début du marché jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base.

Il est établi sur un modèle défini par le maître d'ouvrage.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, le décompte périodique est daté et comporte, selon le cas :

- les références du marché ;
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

NOTA : Le paiement des sommes dues au prestataire retenu s'effectuera après contrôle et visa du Maître d'œuvre des factures correspondantes.

6.1.4 L'acompte périodique du mois "m"

L'acompte périodique du mois "m" est calculé par la différence entre deux décomptes successifs.

6.1.5 Décompte général, paiement pour solde, paiement partiel définitif

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'**article 6.1.3 ci-dessus** et à l'article 11.8 du CCAG PI par le titulaire, dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours à compter de l'achèvement de sa mission constaté dans les conditions définies à l'article 12 ci-après ou dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive si celle-ci est postérieure.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - au solde du marché.

En cas de marché fractionnés en tranches, à l'issue de chaque tranche, le titulaire établit un projet de décompte partiel et définitif, présenté selon les mêmes modalités que ci-dessus. Il sera établi un seul décompte général pour l'ensemble du marché.

Le décompte pour solde du marché est vérifié par le maître d'ouvrage ou son représentant qui se réserve le droit de compléter ou de rectifier le décompte pour solde qui comporterait des erreurs ou serait incomplet. En cas de modification du décompte remis par le titulaire du marché, le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie le décompte rectifié au titulaire avant de procéder au paiement du solde.

Le maître de l'ouvrage règle au titulaire les sommes qu'il admet dans le délai fixé à l'article 8.2 de l'acte d'engagement.

Toute réclamation du titulaire sur le décompte général qui lui est notifié doit être présentée par le titulaire dans un délai de deux mois à compter de cette notification. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte.

6.2 REGLEMENTS EN CAS DE COTRAITANTS ET DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-PI.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement de contrôle technique est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

6.3 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au

taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

6.4 PRESENTATION DES FACTURES AU FORMAT DEMATERIALISE

Pour les grandes entreprises et les personnes publiques, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire depuis le 1er janvier 2017. Cette obligation concerne les entreprises de taille intermédiaire à compter du 1er janvier 2018, les PME à compter du 1er janvier 2019 et les microentreprises à partir du 1er janvier 2020. Attention, ces structures sont concernées uniquement dans le cadre de leurs contrats conclus avec l'Etat, ses établissements publics à caractère autre qu'industriel et commercial, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements.

Les catégories d'entreprises sont détaillées à l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

Dans la mesure où le marché est soumis à l'obligation de présenter les factures dématérialisées, le contrôleur technique a obligation de s'inscrire sur la plateforme Chorus Pro.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;
- un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un

autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

ARTICLE 7 – FORME DU PRIX

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

7.1 PRESENTATION DES FACTURES AU FORMAT DEMATERIALISE

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents d'études, ainsi que leur point de départ.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des documents d'études, le contrôleur technique subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/200e du montant, **en prix de base hors TVA**, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée.

Par dérogation à l'article 26.4 du CCAG PI, le titulaire n'a pas à aviser le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés.

7.2 NON REALISATION DES CONSTATATIONS CONTRADICTOIRES

Sans préjudice de l'application de l'article 13.2 ci-dessous, en cas de non réalisation par le contrôleur technique des constatations contradictoires prévues aux articles 12.4 et 12.5 du CCAG travaux, dans les huit jours de la demande qui lui a été faite par le titulaire, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 1000 €, sans mise en demeure préalable.

De plus, dans le cas où, dûment convoqué par le représentant du pouvoir adjudicateur, le contrôleur technique ne serait pas présent ou représenté à la date fixée, ou refuserait de procéder aux constatations, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire complémentaire de 1000 €.

ARTICLE 8 – PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

8.1 PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG PI.

8.2 MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE SECURITE SUR LES CHANTIERS

Application des principes généraux de prévention : Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur, le contrôleur technique doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au contrôleur technique.

Collaboration dans la phase des études : Le contrôleur technique est tenu d'associer le coordonnateur dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Il devra convoquer le coordonnateur à toutes les réunions qu'il organise afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

Le contrôleur technique devra tenir compte des observations du coordonnateur ou adopter des mesures d'une

efficacité équivalente.

Mesures d'organisation générale du chantier : Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du contrôleur technique, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur.

Le contrôleur technique participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si le chantier vu le nombre d'entreprises et l'effectif des travailleurs le rend obligatoire.

Le contrôleur technique répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

ARTICLE 9 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX ET DE LEUR RECEPTION

9.1 ROLE DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur technique est chargé de procéder à la vérification réglementaire des procédés et techniques de construction que les prestataires des contrats de travaux comptent mettre en œuvre aux termes du CCAG travaux applicable aux marchés de travaux dont il assure la mission de contrôle technique en tenant compte des éventuelles dérogations insérées dans les marchés de travaux.

Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations réglementaires de son marché de travaux.

9.2 REGIME DES ORDRES DE SERVICES AUX TITULAIRES DES MARCHES DE TRAVAUX

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG travaux applicable aux marchés de travaux, les ordres de service destinés aux titulaires des marchés de travaux seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre puis transmis au maître de l'ouvrage pour notification au titulaire. Seuls les ordres de service notifiés par le maître de l'ouvrage lui seront opposables.

9.3 AVIS DU CT SUR L'ETAT DES OBSERVATIONS AVANT RECEPTION

Le contrôleur technique s'engage au respect des dispositions de l'article 41 du CCAG travaux relatives à la mise en œuvre de la réception des travaux, à émettre un avis sur l'état des levées de ses observations par les entreprises et le maître d'œuvre permettant de procéder à la réception des travaux. À défaut, il sera fait application des dispositions de l'article 7.2 ci-dessus relatives aux abattements et pénalités applicables.

ARTICLE 10 – UTILISATIONS DES RESULTATS

10.1 DISPOSITIONS GENERALES

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG PI. Il est entendu que les résultats au sens du présent CCAP s'entendent des résultats tels que définis par l'article 23.1 du CCAG PI et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le pouvoir adjudicateur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le contrôleur technique est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître de l'ouvrage, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas les dites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage toutes les missions et ébauches de missions réalisés en exécution du marché.

10.2 REGIME DES DROITS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du contrôleur technique en la matière est :

- **L'option A (Concession de droits d'utilisation sur les résultats) telle que définie au chapitre V du CCAG-**

PI.

Dans les conditions particulières suivantes :

En contrepartie de la rémunération versée au titulaire du marché, celui-ci cède au maître d'ouvrage, à titre non-exclusif, pour la France et pour toute la durée légale des droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qu'il a obtenus de l'auteur sur les résultats du marché.

Ces droits comprennent, notamment :

- le droit de reproduction des résultats : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois.

Par ailleurs, au titre du présent contrat, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits concédés dans la limite des besoins découlant du marché.

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

10.3 CESSION DU DROIT DE REPRODUCTION DE L'IMAGE DU OU DES BATIMENTS CONSTRUITS

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- pour le droit de communication : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- pour le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en

assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois ;

En conséquence de la cession des droits consentis, le pouvoir adjudicateur est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée du bâtiment fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques;
- Dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;
- Dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports;
- Dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;

Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au pouvoir adjudicateur ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

Dans le cas d'une réhabilitation ou extension d'un ouvrage existant :

- Le maître d'ouvrage détient les droits de reproduction de l'image du bâtiment préexistant et d'autorisation d'un tiers à reproduire

10.4 CESSIION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS LE CAS D'UNE SOUS-TRAITANCE

- Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

- Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

10.5 ASSISTANCE DUE PAR LE TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du marché s'engage à apporter au maître de l'ouvrage l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés pendant toute la durée de construction de l'ouvrage et jusqu'à la levée de la dernière des réserves **par dérogation aux articles A.25.3.6 et B.25.2.4 du CCAG PI.**

Le maître de l'ouvrage pourra solliciter le titulaire du marché pour tout conseil technique relatif aux études qu'il a réalisé mais également pourra lui demander d'apporter son concours aux entreprises de bâtiments pour toute question, assistance technique et/ou transfert de compétence dans le cadre de la construction de l'ouvrage.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

ARTICLE 11 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 20 du CCAG PI, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité d'arrêter sans indemnité l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission de la phase « études » (élément « ACT » inclus). Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou optionnelle, s'il y a lieu.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

Le titulaire du présent marché devra prévenir le maître d'ouvrage au plus tard 7 jours avant la date de remise de l'élément de mission d'un arrêt temporaire en le justifiant. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser cet arrêt temporaire s'il considère que celui-ci peut mettre en péril l'exécution de la mission ou de l'opération.

Le caractère « temporaire » d'un arrêt n'est possible qu'en cas de force majeure s'imposant au titulaire du présent marché dont il ne pouvait ni maîtriser ni anticiper la cause et la conséquence. De plus, il faut que cet arrêt dit « temporaire » ne remette pas en cause le délai global de l'opération. Dans le cas contraire, l'arrêt peut être considéré comme étant « définitif » et entraîner la résiliation du contrat.

Dans le cas d'une résiliation intervenant en cours d'exécution de l'un des éléments de mission d'études, les modalités de solde du contrat relèvent des dispositions des articles 6, 10 et 14.1 du présent CCAP.

ARTICLE 12 – RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION

12.1 RECEPTION DES DOCUMENTS

Le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à la réception des documents remis par le titulaire dans les délais définis à l'article 3.5 de l'acte d'engagement **par dérogation à l'article 26.2 du CCAG PI**

Par dérogation à l'article 26.5 du CCAG PI, le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des documents remis pour acceptation.

12.2 ACHEVEMENT DE LA MISSION

La prestation du contrôleur technique s'achève après la levée de la dernière réserve et au plus tard 3 mois avant l'expiration du délai de "garantie de parfait achèvement" prévue par l'article 44-1 du CCAG travaux. Toutefois, l'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de l'article 18 du CCAG après l'exécution de chaque élément de mission. L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 33 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHE

13.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 33 du CCAG-PI et lorsque les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus ne s'appliquent pas, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 33 du CCAG PI, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Par dérogation aux articles 33 et 34.2.2.4 du CCAG PI, dans le cas d'un marché à tranches ; ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

13.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU CONTROLEUR TECHNIQUE

- En cas de résiliation pour faute il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG PI avec les précisions suivantes :
 - le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le

marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 34.5 du CCAG PI**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

- Le maître d'ouvrage pourra considérer comme raison valable pour une résiliation pour faute, un arrêt temporaire d'une mission ou d'un élément de mission sans justification ni autorisation du maître d'ouvrage,
- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du CCAG PI**, la fraction des prestations déjà accomplies par le contrôleur technique est rémunérée avec un abattement de 10 %.
- **En complément à l'article 32 du CCAG PI**, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

13.3 MODALITES DE RESILIATION DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT

Les articles du CCAG PI, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 32) et de la résiliation pour événement extérieurs (art. 30) peuvent s'appliquer à un seul des cotraitants du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

14.1 ASSURANCES DE RESPONSABILITE

14.1.1 Assurance de Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire unique du contrat de contrôle technique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de contrôle technique.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

- 3 M€ / sinistre en RC Exploitation
- 3 M€ / sinistre et par année d'assurance en RC Professionnelle.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat de contrôle technique ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

14.1.2 Assurance de Responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, **le titulaire unique du contrat de contrôle technique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier** au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra **obligatoirement** indiquer l'étendue des **garanties apportées par sinistre sans**

pouvoir être inférieure à 1.500.000 €.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du contrôleur technique.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

14.2 ASSURANCES DES TRAVAUX

14.2.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage **a prévu de souscrire une police tous risques chantier**

14.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage **a prévu de souscrire une police tous risques chantier**

14.3 DISPOSITIONS DIVERSES

14.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.**

14.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au **14.2 ci-dessus** est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

14.4 RESPONSABILITE

La responsabilité du contrôleur technique est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens. Elle fait l'objet, dans les limites de la mission confiée et pour les ouvrages et équipements visés aux articles 1792 et 1792-2 du code civil, de la présomption édictée par l'article L111-24 du code de la construction et de l'habitation.

14.5 RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer, au cours de l'exécution du marché, les avis prévus à l'article 10 du CCTG.

Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement à la personne responsable du marché.

ARTICLE 15 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

15.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.
- crise sanitaire limitant les déplacements et rendant difficile l'exécution de la mission ou d'un élément de mission

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

15.2 REMPLACEMENT DU MANDATAIRE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG PI.**

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AUX CCAG PI ET TRAVAUX

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
13.1.1	1.6
4.1 et 4.2	2
11.1	5
14.3	7
14.1 et 26.4	7.1
14.1	7.2.2, 7.3.2 et 7.6.2.2
20	12
A.25.3.6 et B.25.2.4	11.5
26.2 et 26.5	13.1
26.2	13.2
33 et 34.2.2.4	14.1
32 et 34.3	14.2
34.5	14.2
3.5	16

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
13.2.2	7.2.1
2 et 3.8	9.2
28.5	9.3
15.4.3	9.4

ARTICLE 17 – ETAT D'URGENCE SANITAIRE

Les articles du présents CCAP s'appliquent dans le respect de l'ordonnance **no 2020-319 du 25 mars 2020** portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19.

Pendant la période d'exécution du présent marché, sauf mention contraire dans le présent CCAP ou dans l'acte d'engagement, les dispositions de cet ordonnance sont applicables au présent contrat soumis au code de la commande publique durant toute la période de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 ou par d'autres textes réglementaires similaires (ordonnances, lois, arrêtés, décrets,...) qui surviendraient à posteriori de la loi du 23 Mars 2020 et/ou de la signature du présent contrat.

Ces dispositions ne seront mises en œuvre que dans la mesure où elles seraient nécessaires pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, dans le cadre de la passation et l'exécution de ce contrat, de la propagation de l'épidémie de covid-19 ainsi que de l'application des mesures prises pour limiter cette propagation.

Fait à
Le contrôleur technique

le
Le maître d'ouvrage